

## **Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvrete**

**N° 59–17 novembre 2005**

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es. Amicalement.

**Marche mondiale des femmes, tel 01 44 62 12 04; 06 80 63 95 25 Fax : 01 44 62 12 34, C/O SUD PTT, 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris, Site : <http://www.marchemondiale.org>.**

---

VOICI 6 TEXTES OU APPELS QUE NOUS AVONS RECU SUR LE MAIL DE LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES.

ILS RENDENT COMPTE D'AVIS ET DE RESENTIS DIFFÉRENTS, MAIS QUI SE RECOUPENT PARFOIS, SUR CE QUI VIENT DE SE PASSER DANS LES BANLIEUES DE NOS VILLES. ILS ONT AUSSI LA PARTICULARITÉ DE PARLER DES FEMMES DANS CE CONTEXTE. POUR CELLES ET CEUX QUE ÇA INTERESSE, NOUS VOUS FAISONS SUIVRE

- 
- 1 - Un article de Libération
  - 2 - Non aux violences : L'Appel des femmes !
  - 3 - Contre la ségrégation sociale et raciale, ravivons la solidarité populaire
  - 4 - APPEL : Femmes, où sommes-nous quand la violence s'empare du pays ?
  - 5 - A titre strictement personnel...
  - 6 - Lethnicisme, voilà l'ennemi !
- 

### **1 - Un article de Libération**

La violence est souvent le seul mode d'expression dans ces quartiers

Rencontrée via notre blog Vu(es) à Aulnay-sous-Bois, Sérénade Chafik travaille au planning familial de la ville. Et parle de la violence au quotidien, au sein des familles, à l'école, contre les femmes...

par Ludovic BLECHER

C'est grâce au blog que Libération a rencontré Sérénade Chafik, 40 ans. Son commentaire laissé sur le carnet de bord aulnaysien du journal nous a donné envie d'en savoir plus sur le regard qu'elle porte sur la violence dans les quartiers. Cette femme née en Egypte, arrivée en France à l'âge de 12 ans et mère de trois enfants, est à Aulnay-sous-Bois depuis le mois d'avril dernier. Elle y vit et y travaille, dans un centre du planning familial où elle fait office de conseillère conjugale. Militante féministe, elle reçoit beaucoup de femmes qui lui parlent des hommes. Rencontre.

### **Quel est votre point de vue sur les violences en banlieue ?**

J'ai été frappée par l'analyse binaire qui a été faite de ces violences. Soit on mettait en cause les parents qui auraient démissionné ou les éléments incontrôlés taxés de racailles, soit on se contentait de dire que ceux qui ont brûlé des voitures étaient des victimes, qu'ils manquaient de moyens, n'avaient pas de travail. La réalité est plus complexe, s'ancre dans un quotidien. Le mécontentement face à la misère, à l'exclusion, a pris une forme très violente. Mais dans ces quartiers, la violence est souvent le seul mode d'expression. De nombreux garçons, ici, sont élevés pour être des dominants. C'est à ces garçons que les parents confient le rôle de contrôler les sœurs, les cousines, voire la voisine. À ce statut vient se greffer la violence familiale, les violences à l'école ou dans la rue, les violences conjugales dont les enfants sont parfois les témoins et la violence du langage employé dans les cités.

Tout cela crée, selon vous, un cocktail explosif...

Violence + domination = développement d'un mode de fonctionnement qui ne laisse pas de place aux faibles. Les autres, ceux qui ne sont pas inscrits dans la violence, sont niés. Ils ne savent pas comment s'exprimer. Face à des problèmes sociaux qui sont réels - sur les 450 familles que j'ai rencontrées depuis que je travaille ici, je peux compter sur les doigts d'une main ceux qui travaillent - beaucoup de jeunes ne savent pas exprimer leur malaise par la parole. Pendant les événements, la violence s'est retournée contre les voitures mais elle se retourne au quotidien contre les filles, le premier de classe, tous ceux qui sont différents.

### **Par votre fonction, vous êtes au contact avec les mères. Celles que vous avez rencontrées ont-elles cautionné les violences ?**

Elles étaient dans le refus de la violence mais dans la compréhension. Elles disaient : Il va falloir que cela change, ce n'est pas possible. Elles sont déçues parce que leur rêve français, celui d'offrir à leurs enfants une vie meilleure ne s'est pas réalisé. Or, si aujourd'hui, elles en voulaient à leurs enfants, cela reviendrait à renoncer à leur rêve. La semaine dernière, après les violences, j'ai remarqué que les mères qui venaient consulter ou bavarder refusaient de parler en français. Au départ, j'ai répondu en arabe sans réfléchir. Ensuite, j'ai compris qu'il y avait une méfiance. Elles voulaient savoir si, moi qui suis arabe, j'étais avec ou contre elles. Il fallait que je fasse la preuve que je pouvais mériter leur confiance.

### **Quelle issue voyez-vous au malaise des quartiers ?**

Il faut prendre tout le monde en compte. Aussi bien ceux qui se sont mis en colère que ceux qui ont eu leur voiture incendiée alors qu'ils n'avaient pour certains même pas fini de payer leur crédit. Il faut d'abord une réponse sociale qui enraie la misère. Il faut aussi une réponse éducative qui ne viendra pas de la famille quant à la répartition des rôles entre les garçons et les filles. C'est essentiel parce que les rapports filles-garçons et le rôle donnés aux garçons entretiennent la violence. Si on ne sort pas des cycles de violences, les messages simplistes vont l'emporter. D'un côté, l'extrême droite avec des milices de quartier qui vont patrouiller pour surveiller leurs biens. De l'autre, les islamistes qui pourraient être tentés de récupérer un mouvement inorganisé en allant y puiser des troupes. Le populisme ou la religion sont les seuls à avoir une réponse toute faite, qui rassure et font l'économie de la réflexion.

---

## **2 - Non aux violences, L Appel des femmes !**

Nous sommes femmes, mères, filles, sœurs ... Nous sommes nièces, tantes, cousines, amies, amantes ou voisines. Nous sommes la moitié de la population. La moitié de ciel. La moitié du monde. Regardez bien : sur les photos des banlieues en flammes ... pas une femme !

A l'heure où un ministre irresponsable et belliqueux insulte nos proches et nos familles, français, immigrés, étrangers ...

A l'heure où il prétend nettoyer les quartiers au Karcher ou éliminer la racaille ...

A l'heure où nous pleurons la mort de deux enfants, réfugiés dans des conditions obscures au sein d'un transformateur EDF ...

A l'heure où nous pleurons et déplorons la mort d'un homme battu à mort à Epinay parce qu'il photographiait un lampadaire ...

A l'heure où flambent les voitures, les écoles, les commissariats ...

Nous lançons un appel solennel pour que cessent ces violences qui peuvent finir de manière encore plus dramatique.

Car nos enfants ont besoin de véhicules pour aller travailler, ou trouver un emploi. Ils ont besoin des écoles pour acquérir les savoirs indispensables. Ils ont besoin de centres sociaux gratuits de

prévention et de soins, besoin d'avoir accès à toute demande sanitaire. Ils ont besoin de bus pour se déplacer. Ils ont besoin de pompiers pour sauver des vies ou éteindre des incendies. Ils ont besoin de

postiers pour faire parvenir le courrier. Ils ont besoin de services publics utiles à la collectivité.

NOUS EN APPELONS d'abord à nos enfants, à ceux que nous aimons :

nous exigeons qu'ils rentrent à la maison, et qu'ils se calment ! Nous l'exigeons parce que nous les avons mis au monde. Parce que nous les avons portés et nourris. Parce que sans nous ils n'existeraient pas. Ils n'ont pas le droit de détruire la vie que nous leur avons donnée. Ils nous font honte en acceptant de ressembler à l'insulte qu'on leur fait. Non, ils ne sont pas des racailles. Ils ne sont pas des déchets qu'on nettoie. Ce sont des êtres humains qui ont droit au respect, à l'égalité, à la dignité. Comme tout citoyen, ils ont des droits, mais aussi des devoirs.

NOUS EN APPELONS aux forces de police pour qu'elles respectent scrupuleusement les règles républicaines.

NOUS EN APPELONS également aux donneurs de leçons qui nous méprisent et nous ignorent, à ceux qui ont instauré la politique déplorable des grands frères dont on voit les résultats désastreux, qui ne négocient qu'avec les églises et les imams, qui suppriment subventions publiques et police de proximité, qui attisent les haines et le désarroi, et nous servent du bâton à tout bout de champ, sans jamais nous donner les moyens de vivre dignement.

Derrière cette politique, il y a aussi un mépris des femmes, celles qui luttent dans les quartiers, qui se battent, qui construisent, avec des moyens et des aides notoirement insuffisants, des stratégies pour lutter contre les violences : les femmes relais, les femmes solidaires, les femmes debout !

NOUS DEMANDONS un véritable plan d'urgence des banlieues permettant une vraie politique sociale pour tous, une politique de prévention et de soutien aux familles dès la petite enfance, une politique scolaire à la hauteur de ses enjeux, une vraie politique de mixité sociale et la fin des ghettos.

NOUS SERONS DANS LES QUARTIERS QUI BRÛLENT, ET NOUS MANIFESTERONS AVEC NOS PROCHES, EN SILENCE ET PACIFIQUEMENT.

NOUS LANÇONS CET APPEL À TOUTES LES FEMMES.

Nous devons être des milliers, pour nous interposer, et mettre fin à ces violences.

Ce vendredi 4 novembre 2005

Premières organisations signataires :

UFAL Saint-Denis, AFRICA 93, UFAL Aubervilliers, UFAL Montreuil, SOS Sexisme, UFAL Ile de France, 20 ans Barakat, Collectif de Pratiques et de Réflexions Féministes, Association du Manifeste des Libertés, Réseau Féministe Ruptures,

-----

### **3 - Contre la ségrégation sociale et raciale ravivons la solidarité populaire**

Voyous ! Racaille ! Nettoyer au Kärcher ! Débarrasser les cités ! Le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy s'exprime ! Il pratique l'amalgame, les injures, les menaces à l'encontre des habitants des quartiers pauvres ! Le retour de Sarkozy au ministère de l'Intérieur a signifié le renforcement des forces de l'ordre dans les cités populaires : provocations, harcèlement, contrôles au faciès, tabassage, deviennent alors la crainte quotidienne des enfants et des jeunes des grands ensembles. 2 jeunes sont morts de cet engrenage infernal, 2 enfants qui ont eu peur, 2 jeunes qui se sont réfugiés dans un transformateur EDF, ils ont été électrocutés. 2 jeunes qui viennent s'ajouter à la liste déjà longue de ceux qui ont commis le crime de vivre dans un quartier défavorisé. Provocation, répression, c'est le programme du Ministre de l'Intérieur. En agissant ainsi, il a insulté et traqué des populations meurtries, il a attisé le feu de la révolte accumulée depuis plusieurs générations. La jeunesse excédée a traduit le malaise et le désespoir de nombreuses familles laissées à l'abandon, elle a fait exploser sa colère. Nous éprouvons une vive inquiétude et un sentiment de colère quand le ministre de l'Intérieur, qui possède sous ses ordres tout un arsenal répressif, envoie les forces de l'ordre pratiquer le contrôle au faciès. Quand il attise le racisme en suggérant dans ces propos : cité égal

immigration, égal racaille, égal voyous. Nous ne voulons plus voir nos enfants soupçonnés, provoqués, harcelés, traqués !

Sarkozy doit partir ! Il doit démissionner !

Nous sommes inquiètes pour les libertés démocratiques et pour nos droits quand Sarkozy, Villepin et Chirac utilisent la loi d exception de 1955 qui a servi en Algérie à pourchasser les militants, qui se battaient pour l'indépendance du peuple algérien. Une loi qui servait à imposer l'ordre colonial ! Incarcérations des jeunes en série, double peine pour les étrangers, état d'urgence prolongé sont les principales réponses de l'Etat policier à la ségrégation sociale qui a nourri la révolte. L'Etat d'Urgence doit être levé ! Les libertés démocratiques doivent être respectées ! Nous sommes des femmes qui vivent ou qui travaillent dans ces quartiers. Nous sommes assistantes sociales, animatrices, éducatrices, enseignantes, personnel soignant, ouvrières, employées, femmes au foyer

Nous voyons chaque jour :

- Des familles cantonnées dans des appartements exigus, inadaptés ou délabrés, des jeunes condamnés à l'errance faute de logement et de travail. Des écoles et des hôpitaux qui manquent de moyens, des crèches qui n'ont plus de places, des bureaux de poste et des maternités qui ferment, des associations à qui on a enlevé les subventions qui réduisent leur activité. Nous voyons des parents qui tentent de subvenir aux besoins de leur famille avec de maigres revenus. Des mères qui galèrent pour gagner leur vie. Souvent seules, elles subissent de plein fouet les horaires tardifs ou éclatés, imposés par ceux qui les embauchent, les bas salaires, la précarité et le temps partiel subi, le manque de structures d'accueil pour leurs enfants. Des mères qui sont souvent culpabilisées. Des jeunes qui s'accrochent pour ne pas se retrouver dans l'impasse de l'échec scolaire ou professionnel. Combien sont-ils, éjectés, avec comme seule perspective : la rue ? Des privés d'emplois qui vont de stage d'insertion en stage de réinsertion pour aboutir à l'exclusion sociale, désespérante. Des demandeurs d'emplois victimes de la discrimination sociale et raciale à l'embauche, un taux de chômage à 40 % dans nos quartiers, 4 fois la moyenne nationale ! Des personnes âgées qui tentent de survivre avec des retraites de misère.

C'est tout ce mal-être caché, relégué au second plan qui s'affiche aujourd'hui et qui nous rappelle le désespoir social d'une bonne partie de la population. Nous en avons assez de voir les familles et les enfants dans nos cités enfermés dans l'exclusion et la désespérance ! Nous n'acceptons pas la ségrégation qui dure depuis des décennies, frappant de plein fouet les familles d'origine immigrée. Nous dénonçons les politiques des dernières années de casse sociale du tout profit pour les riches, de destruction des services publics qui ont aggravé les inégalités existantes. Rien ne pourra se régler par le harcèlement, l'injure, la menace, la répression, l'enfermement, la division. Rien ne pourra se régler tant que des solutions pour faire reculer les ségrégations sociales et raciales dont sont victimes les habitants de nos cités ne seront pas concrètement apportées. Nous luttons pour un véritable programme social et populaire où emploi, logement, éducation et soins soient à la portée du plus grand nombre. Nous voulons que nos enfants, vivent, respirent, jouent, rient, étudient, travaillent et aillent vers un avenir qui leur tend les bras ! Paris, le 14 novembre 2005

Coordination des Groupes de Femmes « Egalité »

Foyer de Grenelle, 17, rue de l'Avre 75015 Paris [coorfemmes@yahoo.com](mailto:coorfemmes@yahoo.com)

---

#### **4 - APPEL : Femmes, où sommes-nous quand la violence s'empare du pays ?**

Dans les banlieues, enfermées, menacées, otages de petits délinquants, de bandits mafieux, d'une idéologie religieuse qui nous voile, et partout visiblement absentes des lieux de décision, de pouvoir et de débat médiatique.

Ils disent qu'il est urgent de rétablir l'ordre et la paix sociale. Evidemment. Mais quel ordre ? Un ordre démocratique, laïc, c'est-à-dire avec et aussi pour les femmes. Sans nous, pas de démocratie.

Mais quelle paix ? La paix républicaine, l'égalité pour tous, l'intégration sociale, mais pas au détriment des femmes. Il existe des lois démocratiques de parité, d'égalité. Elles doivent être respectées.

Il y a dans les cités plus en souffrance que les garçons, ce sont les filles et les femmes qui pourtant ne brûlent pas de voitures. Elles protègent, nettoient, réparent, restaurent. Elles doivent pouvoir construire aussi leur liberté et leur vie. Une paix sans les femmes serait une paix contre elles, ce serait une fausse paix.

Nous sommes révoltées par ce vandalisme qui détruit lieux de vie, d'éducation, de travail, et met en danger les femmes, les enfants, les plus fragiles et deux hommes sont morts.

Femmes, manifestons-nous !

Alliance des Femmes pour la Démocratie

Présidente: Antoinette Fouque

Tel: 01 45 48 83 80

e-mail: adfemmes@iway.fr

---

**5 - A titre strictement personnel**, vu les propos que vous tenez sur les saccages et divers incendies dans et aux abords de nos cités, je ne pense pas que, comme moi, vous y viviez et en soyez les victimes à répétitions et que vous viviez dans la peur permanente de la prochaine agression que subiront vos enfants ou vos proches (ma mère handicapée a subi deux attaques cette semaine, une en voiture où on a voulu l'extraire de force sous la menace d'une arme une autre en bas de chez elle lors d'une des rares courses qu'elle peut faire). Dans les 2 cas, elle ne doit son intégrité physique qu'à l'intervention de personnes courageuses qui ont pris des risques pour elle. Mon fils s'est fait agresser plus de 20 fois, je me fais insulter et cracher dessus régulièrement.

Pas une fois, l'agression n'est venue de suédois, français ou portugais, toujours des maghrébins ou des noirs ou les deux.

Malgré tous les discours de tolérance et de compréhension que j'ai déversés depuis des années, deux décennies à donner bénévolement des cours d'alphabétisation, de soutien scolaire, d'encadrement sportif etc, à tendre régulièrement la main aux immigrés venant principalement d'Algérie, je me fais régulièrement insulter par des jeunes qui sont dans les mêmes classes que mes enfants. Je suis moi-même au chômage depuis bientôt trois ans et ne retrouve rien, ayant passé 50 ans, malgré mes diplômes universitaires, mon diplôme d'ingénieur et 30 ans de travail très qualifié à la pointe de l'informatique.

Je n'ai plus de ressource aujourd'hui et pourtant je ne brûle pas le peu que mes voisins possèdent encore, je continue à œuvrer toute la journée pour le seul moyen à mon avis de s'en sortir, l'entraide, toutes nationalités confondues.

Il y a beaucoup trop de démagogie à présenter les casseurs comme des victimes.

Nous les voyons des fenêtres. Chez nous ils sont très organisés, les jeunes encadrés par des plus âgés, prenant leurs ordres d'intégristes en djellaba qui les attendent en permanence.

La vie dans nos cités était dure mais l'entraide faisait chaud au cœur avant l'arrivée de ces foutus intégristes qui sement la peur et la haine, cloîtent les femmes chez elles et les contraignent souvent à des mariages arrangés qui n'existaient plus.

Ils surveillent partout, à la boulangerie, dans les pharmacies pour dépister celles qui prennent la pilule... Je ne peux même plus parler à mes anciennes voisines ou élèves que je côtoyais régulièrement. Elles ont peur et me font signe qu'elles sont surveillées et je n'ai pu revoir certaines que hors de la cité où elles arrivent de temps en temps à s'enfuir.

Est-ce ceux qui font régner la terreur qu'il faut encourager et plaindre.

Ils ont fait brûler l'année dernière toutes les ambulances d'un ambulancier, ma fille de 10 ans s'est fait caillasser en passant pour aller à l'école, mon fils, à bout à force de se faire harceler, racketter et tabasser ne parle que de s'armer pour pouvoir se défendre à la prochaine agression, une de ses amies qui s'est faite violer par deux noirs à 13 ans en revenant de l'école.

En dépit du discours apaisant que j'exprime habituellement, j'en ai marre moi aussi de la complaisance avec laquelle ces jeunes sont traités. Ce sont des voyous qui font des actes passibles de la prison et qui terrorisent la population par volonté d'asseoir leur territoire et principalement casser les femmes et les ranger dans leur cuisine. Je leur ai trouvé des

excuses trop longtemps, j'en ai tenu certains à bout de bras, bras qu'ils ont mordu et tenté de couper en remerciement, maintenant cela suffit, il faut leur montrer que ces actes sont inadmissibles et les sanctionner. Quand au racisme, il existe certainement, mais moins que le sexisme, et il est à double sens, quand je me fais traiter de sale gou @re -<sup>a</sup> (je l'écris phonétiquement) à tout bout de champ, qui est raciste ? Quand mon fiancé arabe il y a 25 ans n'a pu m'épouser car je n'étais pas de sa religion et de son origine, qui était raciste ? Quand le jeune français d'origine algérienne qui a levé le drapeau français lors de la cérémonie du 11 novembre, gentiment entouré par deux vieilles personnes qui l'ont épaulé, a craché par terre et s'est tordu de douleur lorsque la fanfare a joué l'hymne national, qui est irrespectueux ? Quand à L'ANPE, des algériens vous expliquent de façon menaçante qu'ils éradiqueront de gré ou de force le plus de français possible de France et qu'ils en feront une terre sainte, que la personne qui m'a recue, un autre algérien d'origine, me dit qu'une femme doit rester à la maison et que mon devoir est d'élever mes enfants et non de rechercher du travail, est-ce normal ? Comprenez-vous pourquoi je ne veux pas du monde qu'ils veulent nous imposer, fait de violence et d'un sexisme que moi et mes mères ont combattu pendant plusieurs générations.

Non, les actes de ces casseurs fortement islamisés et instrumentalisés, du moins dans ma cité, méprisants au dernier point envers les femmes, ne doivent pas être défendus par des associations de femmes. Vous ne semblez pas comprendre les conséquences, principalement pour les femmes d'origine maghrébine, de cette position qui les livre encore plus à leurs persécuteurs d'autant que la plupart d'entre elles n'ont plus beaucoup de contact avec l'extérieur, même plus télévisuel, la télé arabe étant omniprésente avec les paraboles et les femmes autour de moi ayant interdiction de parler français à la maison, elles qui n'ont appris le français que récemment à la mosquée.

Cordialement. Anne.

----- 6 -

### **Lethnicisme, voilà l'ennemi !**

par Michèle Vianès, auteure de : Les islamistes en manoeuvre Silence, on manipule !

Association Regards de femmes

Par lâcheté ou compassion insensée, des représentants des collectivités locales ou de l'Etat n'ont pas osé affirmer le principe essentiel de laïcité : espace politique qui permet de vivre ensemble dans le respect mutuel des différences puisqu'il entraîne l'égalité en droit des citoyens et citoyennes.

Au nom d'un relativisme culturel ou religieux, ces différentialistes ont abandonné des filles et des garçons aux traditions patriarcales ou religieuses. Ils légitiment ainsi l'islam politique qui dénonce les droits universels parce que occidentaux.

### **Sexisme**

Filles et garçons sont enfermés : les filles dans l'obligation d'obéir, les garçons dans celle de virilité agressive. Ainsi, des habitudes communautaires ou religieuses seraient supérieures aux lois de la République. Le modèle transmis par la religion patriarcale est le respect absolu de l'autorité et de la supériorité masculine avec pour corollaire l'intégration par les filles de cette subordination.

Malheur aux femmes autonomes, à celles qui revendiquent leurs droits en tant que femmes françaises, à celles qui épousent des non-musulmans. L'injonction faite aux filles dès l'enfance - si tu épouses un Français, c'est comme si tu es dans la tombe ! - est lourde de menaces. Comment s'étonner du manque de repères des enfants qui ne sont pas considérés comme Français par leurs parents, puisque les Français ce sont les autres.

Faire croire aux garçons qu'ils sont les petits princes, mères et sœurs soumises à leur bon vouloir, n'est pas la manière la plus efficace de les préparer à affronter la réalité. Dès les premiers apprentissages scolaires, l'inanité des normes traditionnelles sexistes est mise en évidence. À l'école, les filles ne sont pas inférieures. En outre, il ne suffit pas d'affirmer - je suis un homme - pour savoir lire et écrire.

### **Culture du ressentiment**

La majorité des garçons comprennent les règles et s'adaptent. Leur réussite, leurs rapports équilibrés avec les femmes est insupportable pour une minorité, incapable de s'adapter au monde contemporain,

Pour cette minorité, c'est le début de la spirale infernale qui va les conduire à s'opposer à un monde dans lequel ils n'occupent pas la première place naturellement, parce que hommes.

L'école n'a pas pu accomplir sa mission de creuset de la République : faire comprendre et respecter les valeurs et la culture communes pour y adhérer et vivre ensemble.

Les difficultés ont une double origine, doute moral et absence de moyens financiers. Des enseignants, sensibles au discours ambiant selon lequel imposer les valeurs universelles serait du néo-colonialisme,

n'expliquent plus les principes fondateurs de la République ni les luttes pour les obtenir. Les repères donnant du sens au vivre ensemble, l'éducation civique et morale sont considérés comme des anachronismes.

En même temps, les établissements scolaires et les équipes éducatives ne disposent pas de moyens concrets pour être efficaces. Les choix budgétaires manquent de rationalité. Le coût des récents saccages le confirme. L'économie sur les moyens affectés à la formation initiale nécessite des dépenses bien supérieures pour tenter de pallier les difficultés sociales et économiques générés par la sortie du cursus scolaire obligatoire sans avoir construit ses apprentissages. Ni acquis les clés pour comprendre le monde moderne.

L'enfant en échec scolaire, dans un monde qu'il ne comprend pas, va être perméable au discours des manipulateurs. La frustration sociale, terreau des totalitarismes, va servir les groupes intégristes.

Les professionnels du conditionnement vont utiliser des discours simplistes. L'appartenance religieuse des parents sera présentée comme la raison des difficultés rencontrées. Il faut se venger de la République française qui opprime les enfants en France après avoir colonisé les parents dans les pays d'origine. Rentrer en résistance en transgressant les règles nationales permettrait de retrouver une dignité. Mais cette radicalisation installe les adeptes dans l'exclusion. Cristallisant les différences et incitant à la haine de l'autre.

Dans les violences urbaines, phénomènes plus ou moins diffus depuis une quinzaine d'années avec des périodes de crise, les personnes présentées devant la justice n'utilisent pas les tribunaux comme vitrine pour exposer leurs revendications. Ils nient toute participation aux actes, endossant le statut de victimes. Ils ne se reconnaissent pas comme acteurs de leur propre vie, mais assignés à un comportement attendu parce que nés quelque part.

### **Laxisme**

Pour tenter de canaliser la violence et la délinquance dans les cités, des élus ont piétiné les principes républicains. Perméable au discours de socio-ethno-anthropologues qui voudraient enfermer les enfants dans une unique identité religieuse, ils ont embauché des agents publics en raison de leur religion, sans vérifier auparavant leurs compétences, discours ou pratiques.

Refuser on ne sait quelles demandes pourrait générer des violences. La responsabilité incomberait aux personnes qui ont refusé les requêtes et non aux agresseurs.

Dans la crainte de conflits, la lâcheté de certains responsables est stupéfiante et dangereuse. Cette lâcheté entérine l'idée que la société française n'est ni assez forte, ni suffisamment soudée pour résister aux fanatiques. Ils ont laissé ainsi les prédicateurs islamistes opprimer leurs coreligionnaires à commencer par les femmes.

Cette intolérable tolérance s'élargit à des phénomènes criminels. Certains élus et des institutions financent des emplois pour des chefs de bande qui, en échange, calmeront l'appétit délictueux de leurs troupes.

### **Universalisme**

Les évaluations des politiques dites de la ville démontrent leur inefficacité. Il n'y a jamais eu de politique d'intégration vérifiée par des objectifs à atteindre.

Lors du regroupement familial, les familles transplantées ont été concentrées sans aucune des infrastructures nécessaires à cette venue massive. Droits et devoirs des habitants étaient supposés s'accomplir par osmose. Mais dans les quartiers où les familles migrantes sont majoritaires, comment cette imprégnation pourrait-elle s'opérer ?

La France s'est construite avec des populations de diverses origines, s'inscrivant dans une continuité, par rapport à l'héritage -de gloire et de regrets- transmis par les générations précédentes. Le lien civique a la prééminence sur tous les particularismes historiques ou religieux, sur les solidarités domestiques ou claniques.

La laïcité organise l'espace politique qui repose sur la liberté de conscience, l'égalité en droit des options philosophiques et des croyances religieuses, la fraternité républicaine envers l'autre. Tenir les trois en même temps n'est ni naturel ni inné, mais construit et acquis.

Il est urgent que l'école de la République l'enseigne et la fasse vivre. Sa mission est de libérer les citoyens en devenant de tout assujettissement, de toute servitude volontaire.

C'est sans doute pourquoi une minorité vociférante d'ennemis de la République brûle les écoles maternelles.